



26 septembre 2016

À quand un coup de chaud social, cette fois tous ensemble, contre les licenciés ?

Samedi dernier à Belfort, avec l'opération « ville morte », toute la population a exprimé sa solidarité avec les salariés du groupe Alstom dont la direction a annoncé la fermeture du site. Les commerçants ont baissé leur rideau en « soutien aux Alsthommes » tout en dénonçant les ravages d'une telle fermeture pour la ville. Mais c'est partout dans le pays que les plans de suppressions d'emplois se succèdent, chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC et tant d'autres.

Le patronat à l'offensive

Dernière annonce en date : les 220 salariés du lunetier Logo, dans le Jura, sont menacés de licenciement depuis la décision de LVMH de ne plus leur passer de commandes. LVMH, multinationale spécialisée dans le luxe, ne rencontre bien évidemment aucune difficulté économique, mais recherche des sous-traitants toujours moins chers.

C'est la même chose pour Alstom : avec un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et des contrats décrochés partout dans le monde, le groupe est florissant.

En réalité, après avoir été confronté à quatre mois de mobilisations contre la loi Travail, le patronat repasse à l'offensive. En fermant un site emblématique, Alstom met la pression sur tous les travailleurs du groupe pour bien leur faire comprendre qu'ils sont tous menacés.

Rien à attendre du gouvernement

L'annonce d'Alstom a fourni au gouvernement l'occasion de se mettre en scène. Comme si les travailleurs avaient quelque chose à attendre de ceux qui ont cautionné la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ou des hauts fourneaux de Florange en Lorraine, après avoir clamé que c'était intolérable ! La prétendue « solution industrielle » du gouvernement, c'est d'arroser toujours plus les capitalistes d'argent public, pas de défendre l'intérêt public.

Le leurre des nationalisations...et du nationalisme !

Comme la présidentielle n'est pas loin, tous ceux qui espèrent récupérer la place encore chaude y vont de leur démagogie nationaliste. À commencer par Marion Maréchal-Le Pen, dont l'injonction à la SNCF de ne pas commander au groupe canadien

Bombardier des trains TER, mais d'acheter franco-français, conduirait par exemple à fermer l'usine de Crespin dans le Nord, où 2 000 salariés de Bombardier produisent les trains en question !

Dans une économie mondialisée, les capitalistes ont compris que leur seule patrie était leur portefeuille. Mais on voudrait leurrer les travailleurs avec les vertus du « patriotisme économique ».

Mélenchon, lui, ne veut pas que le gouvernement « prive la France de conglomerats puissants, fleurons technologiques et industriels ». Pour être au service de multinationales dont les ministres se font les VRP dans le monde ? C'est pourquoi il préconise la nationalisation d'Alstom. Mais les nationalisations n'ont jamais mis un frein aux suppressions d'emplois. Les capitalistes ne sont du reste pas contre, du moment qu'elles consistent à renflouer des entreprises grâce à l'argent de l'État, pour ensuite les privatiser lorsqu'elles sont à nouveau rentables.

Les destructeurs d'emplois, ne reculeront que face à la force des travailleurs

Il est donc urgent de se coordonner face aux attaques, dans tous les secteurs concernés par les suppressions d'emplois. Y compris dans les services publics comme la Poste, les hôpitaux ou la SNCF.

Les 9 000 salariés d'Alstom sont appelés ce mardi à la grève et à se retrouver à Saint-Ouen, au siège du groupe. Il y aura d'autres occasions de se rassembler et de faire converger nos luttes, face à une situation qui concerne de fait l'ensemble des salariés.

La classe ouvrière doit reprendre l'offensive débutée au printemps dernier. Nous n'avons pas gagné la première manche, mais une deuxième manche se profile, pour imposer notre droit à vivre dignement.

Ça ne donne pas envie d'être poly

La semaine dernière en Quart d'heure com' on nous a présenté « Alliance emploi », un groupement d'entreprises qui se prêtent leurs salariés entre elles. Il est ainsi possible de signer un « CDI en temps partagé » avec deux voire trois entreprises et de travailler à temps partiel pour chacune d'entre elle, réparti sur la semaine, ou sur l'année. Il faut être aussi disponible qu'un intérimaire, changer de site selon les besoins... On a pu entendre vanter les mérites de la « poly-expérience » pour « booster son CV ». Les patrons pourraient aussi bien parler de « précarité pérenne », le verbiage ne change rien à ce qui est inacceptable. Non seulement ils font ce genre d'annonces pour nous pousser vers la porte, mais en plus ils se payent notre tête. De quoi leur faire passer à eux aussi de mauvais quart d'heure.

Bien loin des ateliers...

PSA met en place l'IC-CHSCT (Instance de Coordination des CHSCT). Un système à deux étages, qui présente de nombreux avantages pour la direction : enlever certains pouvoirs d'intervention aux CHSCT locaux, éloigner encore un peu plus les élus des ouvriers, et les trier sur le volet en privilégiant ceux qui votent comme le patron.

Une attaque bien ficelée, qui n'empêchera pourtant pas la colère de s'exprimer à la base.

Il y a quelque chose qui coince

La semaine dernière, un camion s'est encore coincé dans la porte, côté Farcot. Son pare-choc a été arraché. Depuis la fermeture de Survilliers, c'est l'embouteillage. Quand il y a plusieurs camions sur la piste, les chauffeurs des camions suivants doivent faire face à de longs temps d'attente et quand ils rentrent enfin, ils se prennent souvent la borne de protection, mal placée. La direction a voulu économiser le coût de la location d'un entrepôt, mais pour la Logistique comme pour les chauffeurs, les conditions d'accueil des camions au quotidien sont très pénibles. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la course aux profits.

Sauver les emplois ? Non juste les licenciés !

À « L'Émission politique » de France 2, le 22 septembre, Arnauld Montebourg, interrogé par un ouvrier de PSA Poissy à propos de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay, alors qu'il était ministre du Redressement productif, répond : « *L'État est entré dans le capital. Nous n'avons pas pu sauver Aulnay mais nous avons sauvé Peugeot* ».

En clair : on n'a pas sauvé les ouvriers, on a juste sauvé les licenciés. C'est à ça que sert l'intervention de l'État.

L'hypocrisie, elle, n'a pas frontières

« Incident diplomatique » entre la France et la Belgique après que des policiers belges eurent déposé des migrants arrêtés en Belgique dans la campagne française. Alors que l'ambassadeur belge est convoqué par Cazeneuve, la Belgique se plaint du traitement de ses policiers. Un vrai jeu de dupe où les immigrés servent de balle de ping-pong que chacun des deux États veut renvoyer chez le voisin.

Le véritable scandale est la manière dont les gouvernements, celui de France en tête, traitent les migrants qui ont fui la misère et les guerres. Interpellations quotidiennes, expulsions répétées de campements sans offre de relogement, construction d'un mur de 4 mètres de haut à Calais qui ne fera qu'augmenter les accidents mortels...

Fiers d'engraisser les marchands de canons

36 Rafale vendus à l'Inde, 8 milliards d'euros et dix ans de négociations ! Les patrons de Dassault, Thales, Safran, MBDA vont pouvoir fêter ça au champagne avec leur agents commerciaux : le président Hollande et le ministre de la Défense Le Drian. Ce dernier l'a dit lui-même : « *Je suis le ministre de l'export d'armement* ».

Avec des commandes d'armes françaises à 15 milliards d'euros en 2015, qui ont triplé depuis 2012, on comprend à quoi se sont attelés le président, l'État et le gouvernement tout au long d'un quinquennat au service des patrons.

Le comble de l'hypocrisie

Marine Le Pen et une brochette de candidats de droite à la future présidentielle étaient présents à la cérémonie organisée par Hollande de « reconnaissance de la responsabilité de la France » dans l'abandon des Harkis au lendemain de la guerre d'Algérie. Élection présidentielle oblige : les harkis survivants, ou leurs enfants, sont électeurs.

Mais ni Hollande, bien sûr, ni les journalistes à la télévision n'ont rappelé les crimes de la France dans cette guerre coloniale qui a fait près d'un million de morts en Algérie, et où elle avait entraîné ces hommes, surnommés les Harkis, pour combattre leurs frères.